

NOTE: Les projections industrielles actuelles ont été complétées au printemps 2022, i.e. avant les perspectives de risque d'une éventuelle récession en 2023. Toutefois, les projections du SPPC se concentrent sur les tendances de long terme du marché du travail par industrie et profession plutôt que sur les développements de court terme. Nous anticipons que les tendances de long terme ne soient pas affectées de façon significative par une éventuelle récession, puisque ses impacts devraient être temporaires et de courte durée.

Aperçu

- Tendances historiques et projetées dans le PIB réel, l'emploi et la productivité par grand secteur*
- Projections du PIB réel, de l'emploi et de la productivité dans les industries primaires, manufacturières et de services*
- Comparaisons des projections d'emploi entre industries

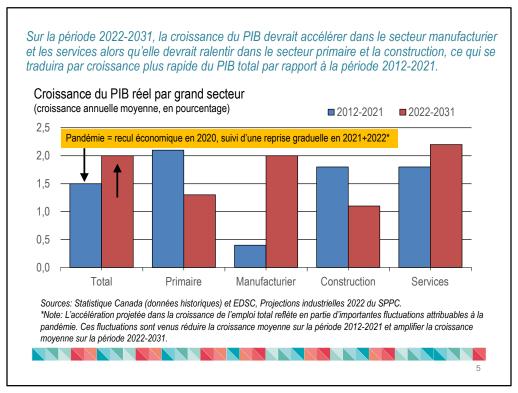
*NOTE : Les quatre grands secteurs sont le secteur primaire, la construction, la fabrication manufacturière et les services. Le secteur de la construction est couvert dans les première et dernière sections.

Introduction

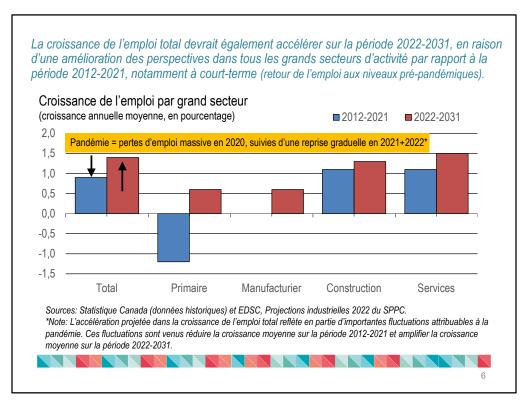
Les changements projetés dans les sources de croissance extérieures et intérieures de la demande agrégée viendront modifier le rythme de croissance de la production industrielle et de l'emploi, ce qui affectera également la demande de main-d'œuvre par profession au cours de la période 2022-2031.

Voir la présentation intitulée : Perspectives macroéconomiques 2022-2031

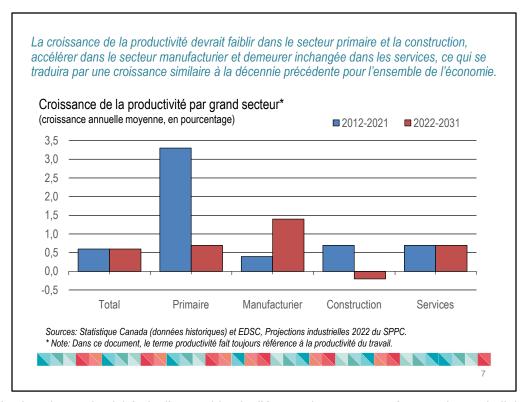
Tendances historiques et projetées
dans le PIB réel, l'emploi et
la productivité par grand secteur



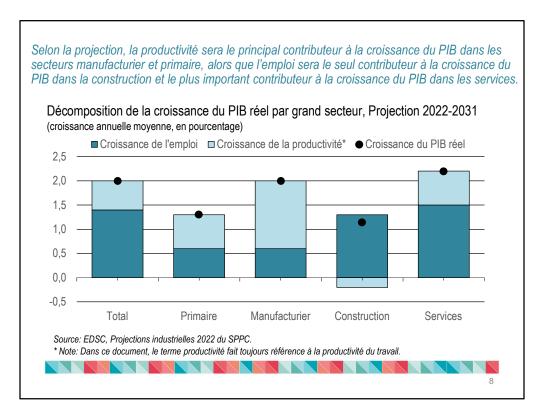
- On projette que la croissance annuelle moyenne du PIB réel total sur la période 2022-2031 accélérera par rapport à la période 2012-2021, en raison d'une croissance plus rapide dans le secteur manufacturier et les services, en particulier à court terme, à mesure que l'économie se remet de la pandémie. En revanche, la croissance de la production devrait ralentir considérablement dans le secteur primaire et la construction au cours de la période de projection.
- Le ralentissement anticipé dans la croissance du PIB pour le secteur primaire est principalement attribuable à des contraintes de production et de transport (pipeline) dans l'industrie de l'extraction de pétrole et de gaz, à la conversion de l'économie vers une plus grande électrification et une énergie propre, ainsi qu'au plan fédéral de réduction des émissions pour 2030. La croissance de la production dans l'industrie des mines devrait également ralentir sensiblement par rapport aux dix dernières années, alors qu'elle devrait revenir en territoire positif dans les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière (après plusieurs années de déclin dans les activités d'exploration et de forage) et s'améliorer modestement dans l'agriculture, la foresterie et la pêche.
- La forte accélération projetée dans la croissance du PIB manufacturier reflète le fait que ce secteur a été sévèrement touché par des fermetures d'usines au début de la pandémie de COVID-19. La production manufacturière au Canada a plongé de 9,7 % en 2020 avant de rebondir de 4,6 % en 2021, laissant le PIB bien au-dessous des niveaux enregistrés avant la pandémie et abaissant le taux de croissance annuel moyen à seulement 0,4 % pour l'ensemble de la période 2012-2021. Le PIB manufacturier devrait récupérer pleinement en 2022 et continuer à croître de façon robuste durant la première moitié de la période de projection, grâce à une reprise des exportations, à mesure que l'économie mondiale se remettra de la pandémie et que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement s'atténueront. Le taux de croissance de la production devrait atteindre une moyenne annuelle de 2,0 % sur la période 2022-2031.
- Après avoir atteint un sommet en 2021, le PIB de la construction devrait continuer à croître à un rythme soutenu en 2022, avant de reculer en 2023-2024 et enregistrer une croissance plutôt modeste par la suite. Ce ralentissement par rapport à la décennie précédente reflète une légère baisse de l'investissement résidentiel, puisque la flambée du prix des maisons, la hausse des taux d'intérêt hypothécaires et les changements démographiques devraient venir réduire la construction de nouveaux logements et l'activité de revente, freinant ainsi la croissance des dépenses de rénovation. Toutefois, les perspectives sont meilleures pour l'investissement non résidentiel, en raison d'une croissance plus rapide des investissements dans la construction de bâtiments commerciaux, industriels ou institutionnels et d'une reprise de la croissance dans les investissements reliés aux ouvrages de génie.
- L'accélération projetée dans la croissance du PIB pour les services s'explique en partie par le fait qu'un nombre important d'industries ne se sont toujours pas pleinement remises de la pandémie (voyages, tourisme, hôtels, restaurants, bars, loisirs et services personnels). Les ménages ont accumulé une grande quantité d'épargne et une importante demande refoulée pour les services, puisque la consommation s'est déplacée vers les biens pendant la pandémie. À plus long terme, le vieillissement de la population devrait également accroître la part des services et réduire celle des biens dans les dépenses de consommation.



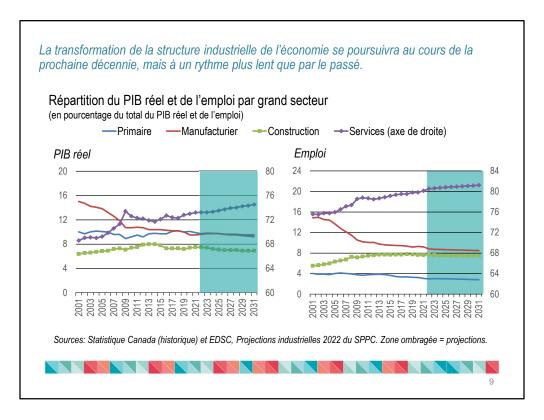
- La croissance annuelle moyenne de l'emploi total sur la période 2022-2031 devrait accélérer par rapport à la période 2012-2021, en raison d'une reprise de la croissance dans le secteur primaire et d'une croissance plus rapide dans le secteur manufacturier, la construction et les services. Cette accélération reflète principalement des hausses considérables de l'emploi en 2022-2023, puisque le nombre de travailleurs dans chacun des grands secteurs d'activité était encore inférieur aux niveaux pré-pandémiques en 2021.
- Après avoir reculé à un taux moyen de 1,2 % par année au cours de la période 2012-2021, l'emploi dans le secteur primaire devrait rebondir modestement (+0,6 %) sur la période de projection, malgré le ralentissement anticipé dans la croissance du PIB. En fait, ce ralentissement est principalement attribuable à l'extraction de pétrole et de gaz, car la plupart des autres industries du secteur devraient connaître une amélioration de la croissance de leur production par rapport à la dernière décennie. Le redressement de l'emploi devrait être soutenu par l'agriculture et les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière, ainsi que par de meilleures perspectives d'emploi dans la foresterie, la pêche et les mines. En revanche, l'emploi devrait diminuer dans l'extraction de pétrole et de gaz.
- L'emploi manufacturier a enregistré d'importantes fluctuations au cours de la dernière décennie, notamment pendant la pandémie, mais le nombre de travailleurs en 2021 était similaire à celui de 2011, ce qui s'est traduit par une croissance anémique pour l'ensemble de la période 2012-2021. On projette une croissance plus robuste de l'emploi dans ce secteur durant la prochaine décennie en raison d'une croissance plus rapide de la production. La création d'emplois continuera toutefois d'être contrainte par des gains de productivité issus de l'automatisation et de la nécessité d'améliorer la compétitivité sur les marchés extérieurs et intérieurs. En moyenne, l'emploi manufacturier devrait progresser à un rythme modéré de 0,6 % par année sur la période 2022-2031.
- L'emploi dans la construction a augmenté de façon continue au cours de la dernière décennie, à l'exception d'une baisse importante en 2020 (début de la pandémie) qui est venue réduire le taux de croissance annuel moyen à 1,1 % pour la période 2012-2021. Le nombre de travailleurs devrait enregistrer une forte hausse de 5,5 % en 2022, mais la croissance de l'emploi faiblira considérablement par la suite, en raison du ralentissement anticipé dans la croissance de la production. L'emploi dans ce secteur devrait croître de 1,3 % par année en moyenne sur la période 2022-2031.
- La progression de l'emploi dans les services devrait accélérer sur la période de projection en raison d'une croissance plus rapide de la production par rapport à la décennie précédente. On anticipe des gains d'emploi particulièrement robustes à court terme, car plusieurs industries affichaient encore des déficits d'emploi en 2021 par rapport aux niveaux observés avant la pandémie, notamment dans l'hébergement et la restauration; les arts, spectacles et loisirs; ainsi que dans les services de réparation et services personnels et ménagers. L'emploi total dans le grand secteur des services devrait augmenter à un rythme moyen de 1,5 % par année sur la période 2022-2031, comparativement à 1,1 % au cours de la période 2012-2021.



- Dans la projection, la productivité de l'ensemble de l'économie augmente à un rythme similaire à celui des dix dernières années, puisqu'une croissance plus rapide de la productivité dans le secteur manufacturier sera accompagnée par une croissance plus lente de la productivité dans le secteur primaire et un léger recul de la productivité dans la construction. La croissance de la productivité dans les services devrait demeurer inchangée. Bien que la productivité sera principalement soutenue par le redressement considérable des investissements en machines et équipements (tel que décrit dans les perspectives macroéconomiques), on ne s'attend pas à des gains excessifs en matière de productivité. Le niveau actuel des investissements en machines et équipements demeure inférieur aux niveaux observés avant la pandémie et il pourrait falloir un certain temps avant que ces investissements se traduisent par une plus forte croissance de la productivité.
- Le ralentissement considérable de la croissance de la productivité anticipé dans le secteur primaire reflète principalement la faiblesse des investissements dans l'industrie de l'extraction de pétrole et de gaz depuis 2014-2016, lorsque les prix du pétrole ont fortement chuté. Bien que la croissance de la productivité dans cette industrie demeurera élevée, elle devrait faiblir de façon significative par rapport à la dernière décennie. La croissance de la productivité devrait également ralentir dans l'agriculture, les mines et la pêche, alors qu'elle devrait demeurer faible dans les activités de soutien et négative dans la foresterie. Cette situation s'explique entre autres par le fait qu'une partie importante du processus de production a déjà été automatisée au cours des décennies précédentes, réduisant ainsi le potentiel de ces industries à améliorer leur productivité davantage.
- Après avoir enregistré une hausse de 2012 à 2019, la productivité du secteur manufacturier a fortement chuté en 2020-2021, abaissant le taux de croissance annuel moyen à seulement 0,4 % pour l'ensemble de la période 2012-2021. Toutefois, la productivité devrait récupérer pleinement en 2022 et continuer d'augmenter à un rythme soutenu pendant la majeure partie de la période de projection, au taux annuel moyen de 1,4 %, grâce à une accélération de la croissance des investissements et à des progrès additionnels dans la robotique, l'impression 3D, les applications de réalité augmentée et autres technologies d'automatisation.
- La léger recul de la productivité anticipé dans la construction se produira principalement à court terme suite à une baisse de la production dans ce secteur. À plus long terme, la croissance de la productivité devrait retourner en territoire positif et la croissance de la production redevenir supérieure à celle de l'emploi. Mais on projette que les gains de productivité demeureront relativement modestes, car les activités de construction sont fortement intensives en main-d'œuvre, notamment dans la composante résidentielle.
- Dans les services, les gains supplémentaires de productivité seront soutenus par la rapidité des progrès dans les technologies numériques et cognitives, comme les applications mobiles, les systèmes automatisés, l'apprentissage machine, l'intelligence artificielle, et les transports autonomes. Ces technologies devraient venir stimuler la productivité et augmenter le nombre de tâches susceptibles d'être automatisées dans un large éventail de professions, y compris les emplois où l'humain occupe un rôle prépondérant et ceux exigeant un niveau élevé de scolarité.



- La croissance de la productivité devrait représenter 70 % de la croissance du PIB dans le secteur manufacturier sur la période 2022-2031, comparativement à 54 % dans le secteur primaire, 32 % dans le secteur des services et 0 % dans le secteur de la construction (en fait, on projette une baisse considérable de la productivité dans la construction en 2022-2023-2024, suivie d'une légère hausse par la suite, ce qui se traduira par une croissance négative de la productivité, en moyenne, sur la totalité de la période de projection). Pour l'ensemble de l'économie, ce ratio devrait atteindre 30 %.
- L'importante contribution de la productivité à la croissance de la production pour les secteurs primaire et manufacturier s'explique par le fait que ces deux secteurs sont généralement plus intensifs en capital physique. L'emploi est largement composé de tâches routinières qui sont plus facilement susceptibles d'être automatisées par de nouvelles applications technologiques. Ces deux secteurs sont aussi fortement exposés à la concurrence internationale et à la mondialisation. La productivité permet aux entreprises de réduire leurs coûts de production et d'améliorer leur compétitivité sur les marchés extérieurs et intérieurs.
- En revanche, la croissance de la production dans les secteurs de la construction et des services est moins tributaire de la productivité puisque ces deux secteurs sont généralement plus intensifs en main-d'œuvre. L'emploi est principalement composé de professions où l'humain occupe un rôle prépondérant et qui impliquent des tâches et compétences moins susceptibles d'être accomplies ou complémentées par la technologie. Ces deux secteurs sont également davantage orientés vers le marché intérieur et moins exposés à la concurrence internationale et à la pénétration des importations.



- La transformation de la structure industrielle de l'économie canadienne devrait se poursuivre sur la période 2022-2031, quoiqu'à un rythme plus lent qu'au cours des deux décennies précédentes.
- En termes de production et d'emploi, l'importance relative du secteur des services devrait augmenter modestement grâce à des taux de croissance dans le PIB et l'emploi légèrement supérieurs à ceux de l'ensemble de l'économie. D'ici 2031, on anticipe que ce secteur représentera 75 % du PIB au Canada et 81 % de l'ensemble des emplois.
- Les trois autres secteurs (primaire, construction et manufacturier) représenteraient alors 25 % de la production totale et 19 % de l'ensemble des emplois d'ici la fin de la période de projection.
 - L'importance relative des secteurs primaire et de la construction devrait diminuer marginalement, à la fois en termes de production et d'emploi.
 - L'importance relative du secteur manufacturier dans la production devrait demeurer stable alors que sa part de l'emploi devrait continuer à diminuer, mais à un rythme plus lent que celui des dix années précédentes.

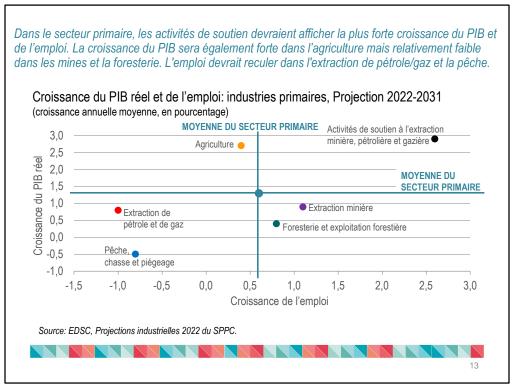
Emploi par grand secteur en milliers, part de l'emploi total entre parenthèses)						
Secteurs	2001	2011	2021	2031 (Projection)	Variation 2021-2031	
Primaire	600,2	647,7	576,5	611,6	+35,1	
	(4,0 %)	(3,8 %)	(3,1 %)	(2,8 %)	(1,2 %)	
Manufacturier	2 222,8	1 730,1	1 735,5	1 840,0	+104,5	
	(14,9 %)	(10,1 %)	(9,2 %)	(8,5 %)	(3,7 %)	
Construction	825,1	1 286,8	1 433,5	1 625,8	+192,3	
	(5,5 %)	(7,5 %)	(7,6 %)	(7,5 %)	(6,8 %)	
Services	11 289,0	13 508,1	15 117,9	17 629,3	+2 511,4	
	(75,6 %)	(78,7 %)	(80,1 %)	(81,2 %)	(88,3 %)	
Total	14 937,1	17 172,7	18 863,1	21 706,7	+2 843,3	
	(100,0 %)	(100,0 %)	(100,0 %)	(100,0 %)	(100,0 %)	

- La répartition sectorielle de l'emploi devrait continuer à se déplacer légèrement vers les services.
 - On projette que l'emploi dans le secteur des services augmentera de 2,5 millions entre 2021 et 2031, comparativement à une hausse de 1,6 million au cours des dix années précédentes. Avec 17,6 millions de travailleurs vers la fin de la période de projection, ce secteur représenterait donc 81,2 % de l'emploi total, comparativement à 80,1 % en 2021.
 - Dans le secteur de la construction, on anticipe que l'emploi progressera de 192 300 entre 2021 et 2031, comparativement à 146 700 au cours des dix années précédentes. Ce secteur devrait employer plus de 1,6 million de travailleurs en 2031, représentant ainsi 7,5 % de l'ensemble des emplois, contre 7,6 % en 2021.
 - Après avoir avancé de façon marginale (+5 400) entre 2011 et 2021, l'emploi dans le secteur manufacturier devrait augmenté à un rythme beaucoup plus rapide (+104 500) sur la période de projection, atteignant plus de 1,8 million de travailleurs en 2031. Toutefois, puisqu'on projette que l'emploi croîtra à un rythme inférieur à celui de l'ensemble de l'économie, la part de ce secteur dans l'emploi total continuera à diminuer, se situant à 8,5 % en 2031, soit son plus bas niveau historique depuis que les données sur la population active ont été publiées pour la première fois en 1976.
 - Dans le secteur primaire, on projette que l'emploi se redressera légèrement (+35 000) entre 2021 et 2031, après avoir enregistré une baisse de 71 200 entre 2011 et 2021, en raison de pertes d'emploi massives en 2014-2016 (choc pétrolier) et 2020-2021 (pandémie de COVID-19). Ce secteur devrait employer 611 600 travailleurs d'ici la fin de la période de projection, représentant 2,8 % de l'ensemble des emplois en 2031, comparativement à 3,1 % en 2021.
 - Le secteur des services devrait représenter 88 % de la création totale d'emplois entre 2021 et 2031, suivi de loin par le secteur de la construction (6,8 %), le secteur manufacturier (3,7 %) et le secteur primaire (1,2 %).

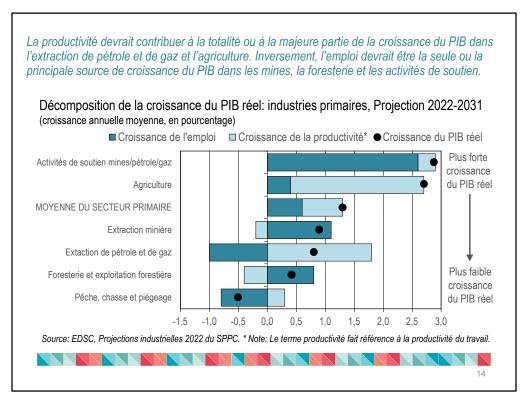
	s les trois plus gr			s industr	ies La classification SPPC compren	
n milliers, pa	rt de l'emploi entre pa	arentneses	2021		2031 (Projec	
Trois plus grands	Commerce de détail	2 045 (11,9 %)	Commerce de détail	2 185 (11,6 %)	Soins de santé	2 537 (11,7 %)
employeurs	Soins de santé	1 598 (9,3 %)	Soins de santé	2 044 (10,8 %)	Commerce de détail	2 352 (10,8 %)
	Construction	1 287 (7,5 %)	Construction	1 434 (7,6 %)	Construction	1 626 (7,5 %)
Trois plus petits	Pêche, chasse et piégeage	20 (0,1 %)	Pêche, chasse et piégeage	17 (0,1 %)	Pêche, chasse et piégeage	16 (0,1 %)
employeurs	Foresterie et expl. forestière	47 (0,3 %)	Foresterie et expl. forestière	51 (0,3 %)	Foresterie et expl. forestière	53 (0,2 %)
	Extraction minière	74 (0,4 %)	Impression et activités connexes	51 (0,3 %)	Impression et activités connexes	55 (0,3 %)

- La répartition de l'emploi parmi les 42 industries visées par le SPPC ne devrait que très peu changée entre 2021 et 2031.
- Selon la projection, les trois plus grands employeurs demeureront les mêmes, mais les première et deuxième positions seront inversées :
 - Les soins de santé devraient devenir le plus grand employeur avec près de 2,5 millions de travailleurs d'ici 2031, surpassant le commerce de détail par 185 000 travailleurs. La construction devrait se maintenir en troisième position avec 1,6 million de travailleurs.
 - Avec un total de 6,5 millions de travailleurs d'ici la fin de la période de projection, ces trois industries devraient représenter 30 % de l'ensemble des emplois.
- Selon la projection, les trois industries employant le plus petit nombre de travailleurs demeureront inchangées : pêche, chasse et piégeage; foresterie et exploitation forestière; et impression et activités connexes.
 - D'ici 2031, ces trois industries devraient représenter seulement 0,6 % de l'emploi total, incluant 55 000 travailleurs dans l'impression et les activités connexes, 53 000 dans la foresterie et l'exploitation forestière, et 16 000 dans la pêche, la chasse et le piégeage.

Projections du PIB réel, de l'emploi et de la productivité dans les industries primaires, manufacturières et de services



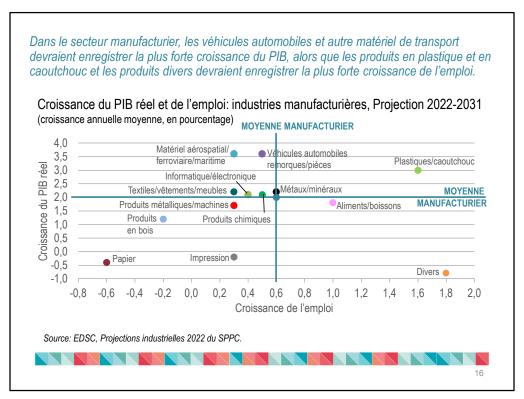
- Après avoir été négativement affectés par une réduction substantielle des investissement dans le secteur de l'énergie (en grande partie causées par la chute des prix du pétrole en 2014-2016), le PIB et l'emploi dans les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière devraient se redresser et afficher les plus forts taux de croissance au sein du secteur primaire sur la période 2022-2031. Cette croissance devrait être principalement alimentée par des augmentations notables des activités de forage à court terme en réponse à la hausse des prix du pétrole. À plus long terme, la croissance devrait ralentir (suite à l'affaiblissement graduel des perspectives d'extraction pétrolière et gazière) et se déplacer vers les activités de soutien et d'exploration minière (en réponse à la nouvelle stratégie sur les minéraux critiques du gouvernement fédéral).
- On projette une hause plus modeste de la production dans l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz. Ces deux industries devraient connaître une croissance similaire de leur PIB et bénéficier de l'augmentation des prix des produits de base et du réalignement mondial des chaînes d'approvisionnement résultant du conflit Russie-Ukraine. L'industrie minière devrait également bénéficier de l'engagement du gouvernement fédéral (3,8 milliards de dollars) pour le développement prioritaire de 31 minéraux critiques, dont plusieurs sont utilisés pour la production d'énergie propre. Cependant, la longueur des délais entre l'exploration et la production limitera la croissance dans l'extraction minière, alors que les pressions environnementales et les contraintes de production et de transport par pipeline limiteront la croissance dans l'extraction de pétrole et de gaz. Une baisse de productivité devrait se traduire par une modeste hausse de l'emploi dans les mines. Inversement, une hausse de productivité devrait se traduire par un recul de l'emploi dans l'extraction de pétrole et de gaz.
- Dans l'agriculture, le PIB devrait continuer à croître à un rythme élevé au cours de la prochaine décennie, particulièrement à court terme, alors que la production se remettra de la forte baisse enregistrée en 2021 suite à de graves sécheresses dans l'Ouest canadien et à des inondations en Colombie-Britannique. À plus long terme, la robustesse de la demande mondiale continuera de maintenir des prix élevés et de soutenir les exportations. Une croissance légèrement plus rapide de la production par rapport à la décennie précédente devrait entraîner une modeste reprise de l'emploi, mais des difficultés de recrutement et de nouveaux gains de productivité maintiendront l'emploi sous son niveau pré-pandémique de 2019. La production et l'emploi dans l'industrie de la pêche devraient continuer à reculer, mais à un rythme plus lent qu'au cours des dix dernières années en raison de perspectives plutôt positives à court terme. Cette industrie continuera à faire face à des contraintes d'offre découlant de différents quotas et moratoires visant plusieurs espèces de poissons.
- La croissance de la production dans l'industrie forestière devrait revenir en territoire positif, mais elle demeurera faible, en raison du ralentissement anticipé dans l'investissement résidentiel en Amérique du Nord, d'une réduction de la demande pour les produits du papier et d'une offre limitée de bois marchand. La croissance de l'emploi devrait accélérer légèrement par rapport à la décennie précédente, en partie dû à de nouvelles baisses de productivité.



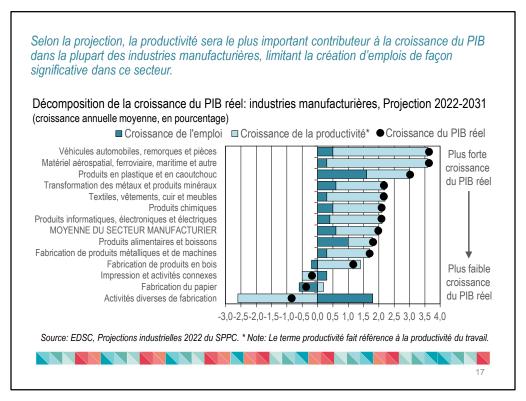
- Dans l'extraction de pétrole et de gaz, la croissance de la productivité devrait être la seule source de croissance du PIB au cours de la période 2022-2031, car l'emploi devrait reculer de façon considérable. Cette situation reflète principalement le fait que l'exploitation des sables bitumineux est devenue moins intensive en main-d'œuvre. Les innovations technologiques ont stimulé la productivité dans cette industrie suite à des développements majeurs dans les techniques de fracturation hydraulique et de forage à direction horizontale; les techniques d'arpentage par GPS; la cartographie à trois dimensions; les technologies aéroportées; l'équipement télécommandé; les systèmes de chargement et de transport automatisés; la robotique de pointe; ainsi que la cartographie et l'imagerie sismiques.
- Dans l'agriculture, la croissance de la productivité devrait représenter environ 85 % de la croissance du PIB sur la période de projection (contre 15 % pour la croissance de l'emploi), puisque les opérations continueront à être consolidées, mécanisées et informatisées. Parmi les innovations technologiques, mentionnons l'utilisation de drones pour la surveillance des cultures et du territoire; de tracteurs autonomes guidés par des dispositifs de géopositionnement par satellite; de systèmes automatisés pour lutter contre les parasites; d'applications utilisant de grands volumes de données pour optimiser l'ensemencement et la fertilisation; de trayeuses à apprentissage automatique pour les vaches laitières; et de capteurs biométriques pour examiner les animaux.
- Dans les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière, c'est plutôt la croissance de l'emploi qui sera la principale source de croissance du PIB (contribution de 92 % sur la période de projection contre seulement 8 % pour la croissance de la productivité). Cette situation reflète la tendance observée au cours de la dernière décennie : si le niveau de productivité est relativement élevé, il est demeuré essentiellement inchangé au fil du temps. L'absence de croissance de productivité reflète le fait que la plupart des emplois dans l'industrie sont caractérisés par des tâches qui demeurent difficilement automatisables compte tenu des technologies actuelles.
- Dans les industries des mines et de la foresterie, on projette une croissance négative de la productivité, laissant l'emploi comme seul contributeur de la croissance du PIB. Toutefois, cette situation reflète essentiellement une forte baisse de la productivité en 2022 causée par des gains importants en matière d'emploi. La productivité dans ces deux industries devrait se redresser à partir de 2023, stimulée par l'adoption de nouvelles technologies dans l'extraction minière et le développement de produits du bois à haute valeur ajoutée, tels que les biocarburants, les produits biochimiques et les biopolymères.
- Enfin, dans l'industrie de la pêche, on projette que la diminution du PIB sera accompagnée par un recul de l'emploi en partie compensé par une croissance positive de la productivité. Cette hausse de la productivité proviendra de l'adoption accrue de différentes innovations technologiques, comme des navires de conception hautement sophistiquée, des équipements de levier nautique et hydraulique, et des systèmes de détection des poissons au moyen de méthodes assistées par ordinateur.

Les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière devraient connaître les gains d'emploi les plus élevés, suivies par les industries de l'agriculture et des mines. Variation projetée dans l'emploi: industries primaires (en milliers) Rang Industrie **Emploi** Croisssance Variation annuelle cumulative 2021 2031 moyenne Activités de soutien mines/pétrole/gaz +2,6 % 1 76,6 99,3 +22.7 2 252,1 Agriculture 262,4 +0,4 % +10,3 3 78,9 Extraction minière 87,9 +1,1 % +9,0 4 Foresterie et exploitation forestière 50,6 55,0 +0,8 % +4,4 5 Pêche, chasse et piégeage 16,8 15.5 -0,8 % -1.3 6 Extraction de pétrole et gaz 101,5 91,5 -1,0 % -10,0 **TOTAL - SECTEUR PRIMAIRE** 576,5 611,6 +0,6 % +35,1 Source: EDSC, Projections industrielles 2022 du SPPC.

- Dans le secteur primaire, les gains d'emploi dans les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière ainsi que dans les industries de l'agriculture, des mines et de la foresterie devraient être en partie contrebalancés par des pertes d'emploi dans l'extraction de pétrole et de gaz et dans l'industrie de la pêche, ce qui se traduira par la création nette de 35 000 emplois entre 2021 et 2031.
- Les industries pour lesquelles on projette les plus importants gains d'emploi (en terme de nombre) ne sont pas nécessairement celles pour lesquelles on projette les plus forts taux de croissance (en terme de pourcentage). Ceci s'explique par le fait que le nombre d'emplois diffère considérablement d'une industrie à l'autre, certaines industries comptant un nombre de travailleurs beaucoup plus élevé que d'autres.
- On projette que les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière enregistreront les gains d'emploi les plus élevés, en hausse de 22 700, suivies de loin par l'agriculture (+10 300), les mines (+9 000) et la foresterie (+4 400).
- À l'inverse, l'extraction de pétrole et de gaz enregistrera le plus important recul de l'emploi, en baisse de 10 000, suivie par la pêche (-1 300).
- L'emploi total du secteur primaire devrait atteindre 611 600 en 2031, demeurant bien en-dessous de son sommet historique de 679 900 enregistré en 2013, ce qui s'explique principalement par des déficits d'emploi substantiels dans l'agriculture (-50 000) et dans les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière (-27 000).
- Le secteur primaire est également le seul secteur pour lequel on projette que l'emploi demeurera sous son niveau pré-pandémique de 625 100 au cours de la période de projection, en raison d'un déficit de 29 500 travailleurs agricoles en 2031 par rapport à 2019. L'emploi dans l'agriculture a chuté profondément en 2020 et 2021 et on ne s'attend pas à ce que cette industrie puisse récupérer la totalité des emplois perdus au cours de la prochaine décennie.



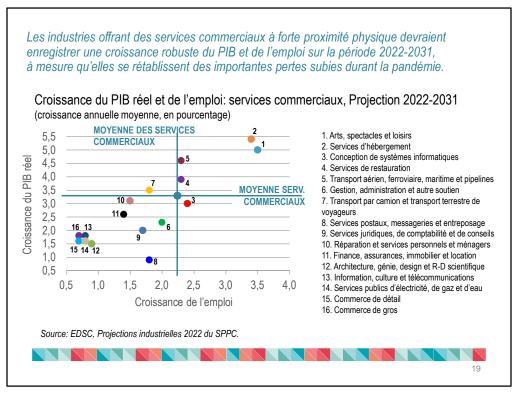
- La plupart des industries manufacturières du Canada dépendent des exportations et sont exposées à la concurrence internationale. Par conséquent, la conjoncture économique mondiale et américaine, les taux de change, les accords commerciaux, la pénétration des importations et la mondialisation influencent fortement ces industries.
- Les véhicules automobiles, remorques et pièces, ainsi que le matériel aérospatial, ferroviaire et maritime devraient connaître la plus forte croissance du PIB au sein du secteur manufacturier sur la période 2022-2031, puisque la production et les exportations se remettront progressivement des fortes baisses enregistrées pendant la pandémie. La croissance devrait être soutenue par le segment des véhicules électriques qui est en plein essor et par la demande mondiale pour les activités de voyage (touristique et d'affaires) et les systèmes de transport en commun et ferroviaires. La croissance de l'emploi dans ces deux industries devrait être modérée, car on projette que la croissance de la production proviendra principalement d'une augmentation considérable de la productivité.
- La fabrication de produits divers (matériel médical, bijoux, articles de sport, jouets, fournitures de bureau) devrait afficher la plus forte croissance de l'emploi. Cette situation s'explique principalement par une baisse de la productivité, car le PIB devrait se contracter après avoir atteint un sommet en 2021, enregistrant la majeure partie de son déclin à court terme, en raison de l'essoufflement de la demande de matériel médical qui a explosé durant la pandémie. Néanmoins, l'industrie devrait enregistrer des gains d'emploi importants, particulièrement en 2022, suite à la demande croissante de main-d'œuvre qualifiée pour la conception et la production d'une large gamme de produits à haute valeur ajoutée.
- On projette que les produits en plastique et en caoutchouc connaîtront également une forte hausse de l'emploi, soutenue par une croissance robuste de la production. Cette industrie devrait bénéficier de l'accélération anticipée dans l'activité manufacturière, car la demande de produits en plastique et en caoutchouc est étroitement liée à la chaîne d'approvisionnement manufacturière nord-américaine. La vigueur de la demande pour les véhicules électriques viendra également accroître la demande pour les plastiques légers, utilisés pour réduire le poids des véhicules et améliorer leur efficacité énergétique. La croissance de l'emploi devrait également être supérieure à la moyenne du secteur manufacturier dans les produits alimentaires et boissons, puisque la croissance du PIB proviendra en grande partie de la main-d'œuvre.
- Le papier et l'impression devraient afficher de légères baisses de production, car l'utilisation croissante des médias électroniques et du télétravail continuera de réduire la demande pour ces produits. On anticipe des pertes d'emplois supplémentaires dans l'industrie du papier et une croissance plutôt faible de l'emploi dans l'industrie de l'impression. La croissance de la production pour les produits du bois sera contrainte par le ralentissement graduel de l'investissement résidentiel en Amérique du Nord. De nouveaux gains de productivité devraient continuer à réduire l'emploi dans cette industrie, mais à un rythme plus lent qu'au cours des dix dernières années.
- Le taux de croissance du PIB et de l'emploi devrait se situer autour ou légèrement en dessous de la moyenne manufacturière dans toutes les autres industries du secteur.



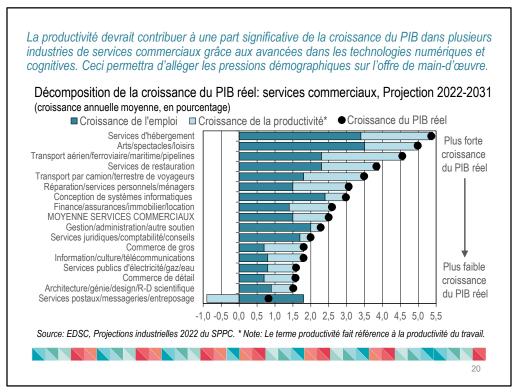
- On s'attend ce que la productivité soit la principale source de croissance du PIB dans la plupart des industries manufacturières sur la période 2022-2031. Ceci reflète le fait que l'emploi dans ces industries est largement composé de tâches routinières qui sont de plus en plus susceptibles d'être automatisées suite au développement de nouvelles applications technologiques. La forte croissance anticipée dans les investissements en machines et équipements (M&E) viendra accroître la quantité de capital physique et de technologie disponible par travailleur, augmentant ainsi la productivité.
- Voici quelques-unes des technologies les plus novatrices qui devraient continuer de transformer les opérations manufacturières et améliorer la productivité sur la période de projection :
 - Robotique de pointe : l'utilisation de capteurs sophistiqués et de technologies robotiques hautement adaptables afin d'améliorer l'interaction entre les humains et les machines dans le but d'accélérer, simplifier et sécuriser le processus d'assemblage.
 - Réalité augmentée : l'utilisation d'instructions virtuelles (texte, graphique, audio, vidéo) superposées sur des lunettes afin d'effectuer des tâches complexes étape par étape et améliorer la précision et la synchronisation de ces tâches, tout en identifiant les risques liés à la qualité et les lacunes liées aux dispositifs actuels sur la chaîne de montage.
 - Impression 3D: la production d'objets physiques à partir de conceptions numériques et à l'aide de multiples couches de plastique, de résine ou d'autres matériaux afin de développer des prototypes, raccourcir le cycle de conception-production et réduire les frais d'exploitation.
 - Internet des objets (IdO): l'utilisation de la puissance d'Internet pour relier des machines, des capteurs, des ordinateurs et des humains et développer de nouvelles techniques de collecte, de traitement et d'analyse de l'information, dans le but d'augmenter la qualité, la durabilité et la fiabilité des produits manufacturés.
- Il n'y a que deux industries manufacturières où la productivité devrait diminuer au cours de la période de projection : l'impression et les produits divers. Ceci reflète une forte baisse de la productivité à court terme en raison d'une contraction du PIB et d'une hausse de l'emploi. À moyen et long terme, une fois que les ajustements à un environnement post-pandémique seront terminés, la croissance de la productivité devrait retourner en territoire positif et la croissance de la production redevenir supérieure à celle de l'emploi. Toutefois, les gains de productivité ne seront pas assez élevés pour contrebalancer les fortes baisses anticipées à court terme, ce qui se traduira par une croissance négative de la productivité sur l'ensemble de la période de projection.

ariatio n millier	n projetée dans l'emploi: industries m	nanufactu	rières		
Rang	Industrie	Emploi		Croisssance	Variation
		2021	2031	annuelle moyenne	cumulative
1	Produits alimentaires et boissons	311,5	342,6	+1,0 %	+31,1
2	Activités diverses de fabrication	113,9	135,5	+1,8 %	+21,6
3 4	Produits en plastique et en caoutchouc	94,1	110,0 281,4	+1,6 % +0,3 %	+15,9 +9.6
5	Fabrication de produits métalliques et de machines Vehicules automobiles, remorques et pièces	271,8 168.2	176.4	+0,5 %	+9,0
6	Transformation des métaux et produits minéraux	126,6	176,4	+0,5 %	+0,2
7	Produits chimiques	115.4	121.6	+0.5 %	+6,2
8	Produits informatiques, électroniques et électriques	106,7	111,3	+0,4 %	+4,6
9	Textiles, vêtements, cuirs et meubles	117,3	120,2	+0,3 %	+2,9
10	Matériel aérospatial, ferroviaire, maritime et autre	81,9	84,3	+0,3 %	+2,4
11	Impression et activités connexes	51,1	52,6	+0,3 %	+1,
12	Fabrication de produits en bois	109,1	106,5	-0,2 %	-2,6
13	Fabrication du papier	67,8	63,7	-0,6 %	-4,
	TOTAL - SECTEUR MANUFACTURIER	1 735,5	1 840,0	+0,6 %	+104,5

- Parmi les treize industries manufacturières, l'emploi devrait augmenter dans onze industries et diminuer dans deux industries, ce qui se traduira par la création nette de 104 500 emplois dans l'ensemble du secteur manufacturier entre 2021 et 2031.
- Les industries pour lesquelles on projette les plus importants gains d'emploi (en terme de nombre) ne sont pas nécessairement celles pour lesquelles on projette les plus forts taux de croissance (en terme de pourcentage). Ceci s'explique par le fait que le nombre d'emplois diffère considérablement d'une industrie à l'autre, certaines industries comptant un nombre de travailleurs beaucoup plus élevé que d'autres.
- On projette donc que les produits alimentaires et boissons enregistreront les gains d'emploi les plus élevés (+31 100), suivis par la fabrication de produits divers (+21 600) et les produits en plastique et en caoutchouc (+15 900). Ces trois industries devraient représenter 66 % de la création nette d'emplois dans le secteur manufacturier. Dans les autres industries pour lesquelles on anticipe une croissance positive de l'emploi, les gains oscillent entre 1 500 et 9 600.
- À l'inverse, on projette que l'emploi continuera de reculer dans la fabrication du papier et de produits en bois, en baisse de 4 100 et 2 600 respectivement, enregistrant la majorité des déclins à court terme.
- Le nombre total de travailleurs manufacturiers devrait atteindre environ 1,8 million en 2031, demeurant bien en-dessous de son sommet historique de 2,4 millions enregistré en 2004, affichant les plus grands déficits d'emploi dans les textiles, vêtements, cuir et meubles (-128K), produits en bois (-93K), véhicules automobiles, remorques et pièces (-63K) et activités d'impression (-61K). En revanche, l'emploi devrait se situer au dessus de son niveau de 2004 dans un certain nombre d'industries, incluant les produits alimentaires et boissons (+32K) et les activités diverses de fabrication (+32K).



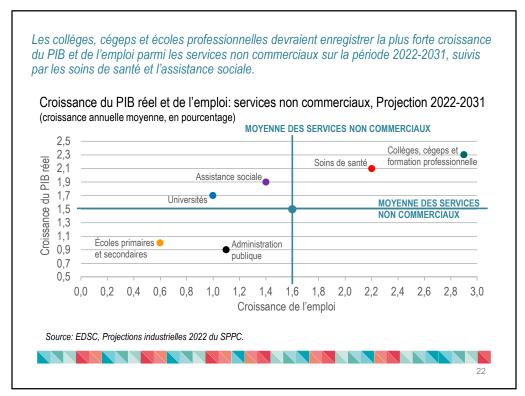
- La plupart des industries canadiennes de services commerciaux sont orientées vers le marché intérieur et la demande pour ces services dépend principalement des dépenses des consommateurs et des activités des entreprises. Le graphique montre une corrélation positive entre la croissance du PIB et celle de l'emploi pour la plupart des industries.
- Les industries pour lesquelles on projette les plus forts taux de croissance du PIB et de l'emploi sur la période 2022-2031 sont principalement celles qui ont été sévèrement touchées par les mesures de santé publique mises en place pendant la pandémie et où une quantité importante de demande refoulée a été accumulée. Ces industries fournissent généralement des services à forte proximité physique et sont souvent stimulées par les activités touristiques et les voyages d'affaires. Ces services comprennent : les arts, spectacles et loisirs (concerts, théâtres, musées, casinos, événements sportifs, gymnases); l'hébergement et la restauration; et les transports aériens, ferroviaires et maritimes.
- Le transport par camion et transport terrestre de passagers; les services de réparation et services personnels et ménagers; ainsi que les services de gestion, d'administration et autres services de soutien ont également subi l'impact négatif du confinement, des fermetures commerciales et autres perturbations liées à la pandémie. À mesure qu'elles se rétablissent, ces trois industries devraient bénéficier de perspectives relativement robustes, se positionnant dans la première moitié des industries de services commerciaux en termes de croissance de la production et/ou de l'emploi.
- La plupart des autres industries devraient connaître une croissance de la production et de l'emploi nettement inférieure à la moyenne des services commerciaux. Ces industries ont été moins sévèrement touchées par les restrictions de santé publique et certaines d'entre elles ont même enregistré une croissance relativement forte pendant la pandémie. Par exemple, la finance, les assurances et l'immobilier ont bénéficié d'un marché résidentiel en plein essor, enregistrant des sommet historiques en matière de PIB et d'emploi en 2021. Des tendances similaires ont été observées dans les services postaux et d'entreposage et dans les services d'information, de culture et de télécommunications en raison d'une utilisation plus intensive du commerce électronique, du télétravail et des services de diffusion audio/vidéo en continu (streaming) durant le confinement à domicile. La croissance de la production et de l'emploi dans ces industries devrait s'atténuer progressivement dans un environnement post-pandémique. Le commerce de gros et de détail a également bénéficié d'un déplacement de la consommation vers les biens pendant la pandémie. On s'attend toutefois à ce qu'une population vieillissante consomme davantage de services que de biens, ce qui limitera la croissance de la production et de l'emploi dans ces deux industries sur la période de projection.
- Après avoir enregistré les plus forts taux de croissance de l'économie canadienne au cours de la dernière décennie, le PIB et l'emploi dans la conception de systèmes informatiques et services connexes devraient continuer à croître à un rythme convenable, quoique plus lent, soutenu par la rapidité des innovations technologiques et la nécessité pour les entreprises de moderniser continuellement leur infrastructure en TI afin de demeurer concurrentielles. La cybersécurité, les plateformes infonuagiques, les mégadonnées, l'Internet des objets, le réseau 5G, l'apprentissage machine, l'intelligence artificielle, les nouvelles technologies appliquées aux finances et assurances (fintech/insurtech) et les transactions en chaînes de blocs représentent de multiples opportunités de croissance pour cette industrie.



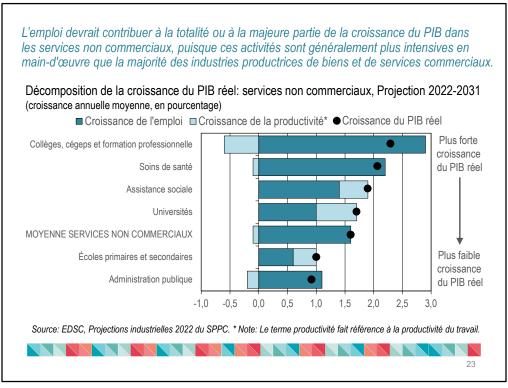
- On s'attend à ce que la productivité représente une source considérable de la croissance du PIB dans plusieurs industries de services commerciaux sur la période 2022-2031. Puisque ces industries sont parmi les plus gros employeurs, le ralentissement anticipé dans la croissance de la population active incitera certaines entreprises à augmenter leur productivité et à remplacer la main d'œuvre par du capital en réponse à un marché du travail plus serré.
- La rapidité des progrès dans les technologies numériques et cognitives devraient venir augmenter la productivité et
 atténuer certaines des pressions exercées par les facteurs démographiques sur le marché du travail. Les avancées
 dans les applications mobiles et en ligne, les systèmes automatisés, les transports autonomes, l'apprentissage machine
 et l'intelligence artificielle viendront augmenter le nombre de tâches susceptibles d'être accomplies ou complémentées
 par la technologie dans un large éventail de professions reliées aux services, y compris les emplois où l'humain occupe
 un rôle prépondérant et ceux exigeant un niveau élevé de scolarité.
- Par exemple, le commerce électronique, les opérations bancaires en direct et les services d'assurance et d'habitation en ligne ont amélioré la productivité et restreint la demande de main-d'œuvre dans le commerce de détail et dans la finance, les assurances et les services immobiliers ces dix dernières années. Cette tendance devrait s'accentuer au cours de la période de projection grâce à l'apparition de nouvelles applications découlant des technologies de pointe, comme les logiciels d'inventaire; la robotique d'entrepôt; les kiosques libre-service; l'assistance client en ligne automatisée (chatbots); les étiquettes de prix intelligentes (modifiables en temps réel); les systèmes de positionnement et de détection à l'intérieur des bâtiments (technologies de balises); les nouvelles technologies appliquées aux finances et assurances (fintech/insurtech); les transactions en chaînes de blocs; les agents artificiels et virtuels, etc.
- Dans les services de restauration, les bornes de commande libre-service et la possibilité de passer des commandes et de payer via des appareils mobiles ont automatisé des opérations nécessitant non seulement plusieurs étapes mais aussi des interactions personnelles avec les clients et entre les travailleurs. Les réservations d'hôtels et de voyages en ligne, les plateformes numériques comme Airbnb et Uber et les plateformes de diffusion en continu comme Netflix et Spotify ont également transformé les modes de prestation de services dans l'hébergement, le transport et la culture.
- Un certain nombre de services commerciaux demeurent toutefois moins sensibles aux changements technologiques.
 Les activités de gestion; les services juridiques et de consultation; la conception de systèmes informatiques; et les arts, spectacles et loisirs sont caractérisés par un grand nombre de professions reposant sur le facteur humain, impliquant des tâches et des compétences qui sont moins susceptibles d'être automatisées. Les gestionnaires, avocats, ingénieurs informatiques, artistes et athlètes professionnels représentent quelques exemples de ces professions.
- Dans les services postaux, de messagerie et d'entreposage, on projette une croissance négative de la productivité, laissant l'emploi comme seul contributeur de la croissance du PIB. Cette situation reflète toutefois une forte baisse de la productivité en 2022 causée par un recul du PIB et une hausse de l'emploi. La productivité devrait demeurer essentiellement inchangée durant le reste de la période de projection (croissance anémique).

anauc	on projetée dans l'emploi: services com	merciaux	en milliers)		
Rang	Industrie	Emp	Emploi		Variation	
		2021 2031		annuelle moyenne	cumulative	
1	Services de restauration	825,9	1 033,9	+2,3 %	+208,	
2	Finance, assurances, immobilier et location (FAIL)	1 299,9	1 495,6	+1,4 %	+195,	
3	Commerce de détail	2 185,1	2 352,1	+0,7 %	+167,	
4	Gestion, administration et autres services de soutien	707,3	861,8	+2,0 %	+154,	
5	Conception de systèmes informatiques	530,9	674,1	+2,4 %	+143,	
6	Arts, spectacles et loisirs	327,3	462,0	+3,5 %	+134,	
7	Services juridiques, de comptabilité et de conseils	718,2	847,5	+1,7 %	+129,	
8	Réparation et services personnels et ménagers	734,0	854,8	+1,5 %	+120,	
9	Transport par camion et transp. terrestre de voyageurs	500,5	601,0	+1,8 %	+100,	
10	Transport aérien, ferroviaire, maritime et pipelines	244,3	305,5	+2,3 %	+ 61,	
11	Services d'hébergement	129,8	180,5	+3,4 %	+ 50,	
12	Services postaux, messageries et entreposage	245,2	293,7	+1,8 %	+ 48,	
13	Commerce de gros	633,2	678,2	+0,7 %	+ 45,	
14	Architecture, génie, design et R-D scientifique	424,7	466,6	+0,9 %	+ 41,	
15	Information, culture et télécommunications	393,3	426,3	+0,8 %	+ 33,	
16	Services publics d'électricité, de gaz et d'eau	140,9	152,3	+0,8 %	+ 11,	
	TOTAL – SERVICES COMMERCIAUX	10,040,5	11 685,9	+1,5 %	+1 645,	

- L'emploi devrait augmenter dans chacune des seize industries de services commerciaux entre 2021 et 2031, ce qui se traduira par une hause d'environ 1,6 million d'emplois pour l'ensemble de ces industries.
- Les industries pour lesquelles on projette les plus importants gains d'emploi (en terme de nombre) ne sont pas nécessairement celles pour lesquelles on projette les plus forts taux de croissance (en terme de pourcentage). Ceci s'explique par le fait que le nombre d'emplois diffère considérablement d'une industrie à l'autre, certaines industries comptant un nombre de travailleurs beaucoup plus élevé que d'autres.
- On projette donc que les services de restauration enregistreront les gains d'emploi les plus élevés (+208 000), suivis par la finance, les assurances et l'immobilier (+195 700) et le commerce de détail (+167 000). Ces trois industries devraient représenter plus du tiers (35 %) de la hausse de l'emploi dans l'ensemble des industries de services commerciaux d'ici 2031.
- Il convient de souligner que la grande industrie du commerce de détail devrait créer un plus grand nombre d'emplois que les arts, spectacles et loisirs malgré un taux de croissance de l'emploi nettement inférieur (0,7 % versus 3,5 %).
- Le nombre total de travailleurs dans les services commerciaux devrait atteindre un nouveau sommet historique d'environ 11,7 millions en 2031, représentant 54 % de l'ensemble des emplois de l'économie canadienne, comparativement à 53 % en 2021.



- Les industries de services non commerciaux sont en grande partie des services gouvernementaux et parapublics. De tels services dépendent largement des finances publiques et sont fortement influencés par la démographie. Le graphique montre une corrélation positive entre la croissance du PIB et celle de l'emploi pour la plupart des industries.
- Après avoir reculé considérablement en 2020, durant la première année de la pandémie, le PIB et l'emploi dans les collèges, cégeps et écoles professionnelles se sont partiellement redressés en 2021 et devraient enregistrer les plus forts taux de croissance parmi les services non commerciaux sur la période 2022-2031. On anticipe que la croissance sera stimulée par le retour des étudiants étrangers au Canada à court terme et par l'impact positif des facteurs démographiques sur les taux d'inscription à plus long terme.
- Les soins de santé devraient également afficher une forte croissance du PIB et de l'emploi, à mesure que le Canada continue de rattraper le délestage des soins de santé "non essentiels" causé par la pandémie et afin de répondre aux besoins grandissants d'une population vieillissante. L'engagement du gouvernement fédéral de mettre en place un régime de soins dentaires universel est un autre facteur qui viendra augmenter la demande et soutenir la croissance de la production et de l'emploi dans l'industrie.
- La croissance relativement robuste du PIB et de l'emploi anticipée pour l'assistance sociale s'explique en grande partie par une hausse de la demande pour les services de garde d'enfants, stimulée par la mise en œuvre de système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants qui vise à réduire les frais moyens à 10 \$ par jour pour les enfants de moins de cinq ans dans l'ensemble des provinces et territoires d'ici 2026 (sauf au Québec où un système similaire existe déjà).
- Bien que les universités devraient bénéficier de l'augmentation des dépenses provinciales pour l'enseignement supérieur et d'une hausse des inscriptions d'étudiants étrangers au cours des dix prochaines années, les facteurs démographiques viendront limiter le nombre total d'inscriptions. La population âgée de 18 à 24 ans stagne depuis 2013 et devrait demeurer en dessous des niveaux requis pour soutenir une forte croissance du PIB dans les universités, limitant par la même occasion la création d'emplois.
- Les perspectives pour l'administration publique sont relativement faibles, puisque les gouvernements fédéral et provinciaux font face à d'importants déficits budgétaires découlant de la pandémie. Après avoir bondi en 2021, le PIB réel devrait se contracter en 2022-2023 et augmenter à un rythme modéré par la suite, abaissant le taux moyen de croissance de la production et de l'emploi dans l'industrie pour l'ensemble de la période de projection.
- La croissance du PIB et de l'emploi dans les écoles primaires et secondaires devrait également être largement inférieure à la moyenne des services non commerciaux, principalement en raison de l'impact des faibles taux de fécondité sur la population âgée de 5 à 11 ans. Toutefois, les hausse anticipées dans la population adolescente et dans les cibles d'immigration au cours des prochaines années devraient contribuer à soutenir les inscriptions dans les écoles primaires et secondaires.



- On projette que l'emploi sera la seule ou la principale source de croissance du PIB dans l'ensemble des industries de services non commerciaux sur la période 2022-2031, puisque ces activités sont généralement plus intensives en main-d'œuvre que la majorité des industries productrices de biens et de services commerciaux.
- Cela dit, la croissance négative de la productivité anticipée pour un certain nombre d'industries est quelque peu trompeuse, car elle reflète des ajustements de court terme dans le PIB et l'emploi en réponse aux perturbations de la pandémie. En effet, on projette que la croissance de l'emploi surpassera la croissance du PIB dans les collèges, cégeps et écoles professionnelles ainsi que dans les soins de santé, alors que la baisse anticipée dans le PIB des administrations publiques sera accompagnée par une légère hausse de d'emploi, ce qui entraînera une diminution considérable de la productivité dans ces trois industries durant les premières années de la projection. La croissance de la productivité devrait revenir en territoire positif sur la période 2024-2031, quoiqu'elle demeurera relativement faible dans les soins de santé.
- Les mesures de production et de productivité dans les services non commerciaux diffèrent également des autres secteurs de l'économie où les biens et les services sont échangés sur une base commerciale pour laquelle la valeur monétaire est plus facile à établir. Par conséquent, le terme "productivité" dans les secteurs public et parapublic est souvent associé à l'amélioration de l'efficience et de l'efficacité d'une activité. Le ralentissement anticipé dans la croissance de la population active, conjugué à des contraintes budgétaires, forcera les gouvernements et les établissements parapublics à améliorer leur efficacité et à mettre en œuvre de nouvelles façons d'offrir des services afin de limiter leur utilisation de la main-d'œuvre, notamment dans les soins de santé où les pénuries de main-d'œuvre devraient persister.
- Parmi les nouveaux modèles de prestation de services, mentionnons la plus grande participation du secteur privé dans les soins de santé, le recours accru aux soins à domicile, et la possibilité de permettre aux infirmiers et aux pharmaciens de fournir des services auparavant réservés aux médecins. La technologie joue également un rôle important dans plusieurs processus, comme l'enregistrement des patients, le suivi des données, les tests de laboratoire et les outils de soins auto-administrés. Les téléphones intelligents et les tablettes électroniques ont commencé à remplacer les systèmes conventionnels de surveillance et d'enregistrement, et les patients ont dorénavant la possibilité de recevoir une consultation complète à domicile. Les services sont de plus en plus assurés à l'extérieur des murs des hôpitaux et intégrés à des dispositifs accessibles et conviviaux.
- Dans les services d'enseignement, la productivité (ou l'efficience) peut être influencée par différents facteurs comme le nombre d'élèves par enseignant, la présence de cours et d'applications d'apprentissage en ligne pour les études postsecondaires, ou l'utilisation de tablettes pédagogiques, de laboratoires virtuels, de manuels électroniques et de ressources en ligne dans les écoles primaires et secondaires. Dans l'administration publique, ce sont essentiellement les contraintes budgétaires qui inciteront au développement et à la création de modèles plus efficaces afin d'améliorer la gestion des programmes gouvernementaux et la prestation de services publics.

Selon la projection, les soins de santé représenteront 57 % des gains d'emploi dans les services non commerciaux, suivis de loin par l'administration publique et les collèges, cégeps et écoles professionnelles.

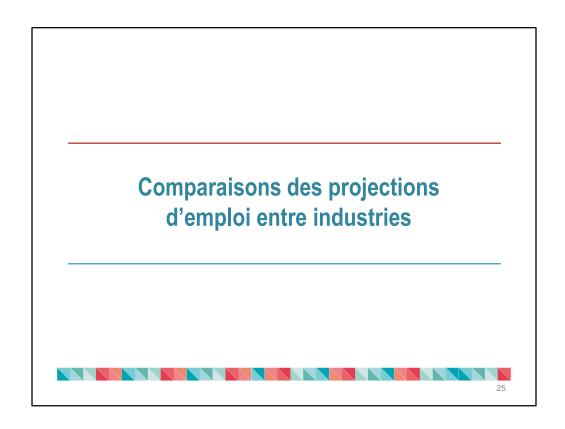
Variation projetée dans l'emploi: services non commerciaux (en milliers)

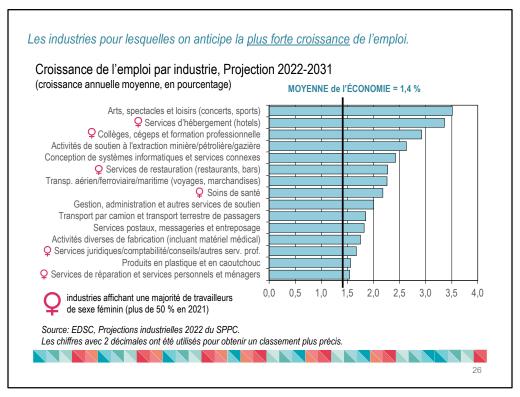
Rang	Industrie	Emploi		Croissance	Variation	
		2021	2031	annuelle moyenne	cumulative	
1	Soins de santé	2 044,3	2 537,4	+2,2 %	+493,1	
2	Administration publique	1 066,3	1 184,6	+1,1 %	+118,3	
3	Collèges, cégeps et formation professionnelle	280,3	374,0	+2,9 %	+ 93,7	
4	Assistance sociale	514,2	589,2	+1,4 %	+ 75,0	
5	Écoles primaires et secondaires	877,0	930,8	+0,6 %	+ 53,8	
6	Universités	295,2	327,3	+1,0 %	+ 32,1	
	TOTAL – SERVICES NON COMMERCIAUX	5 077,4	5 943,4	+1,6 %	+866,0	

Source: EDSC, Projections industrielles 2022 du SPPC.

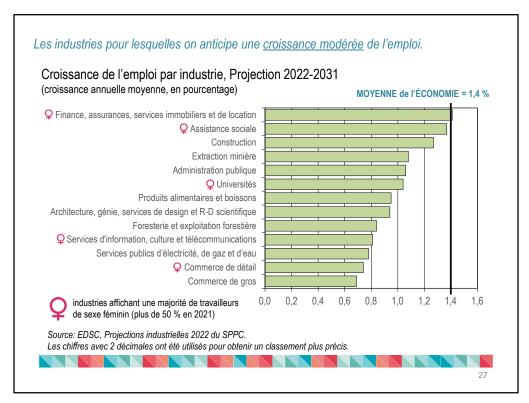
emplois pour l'ensemble de ces industries.

- L'emploi devrait augmenter dans chacune des six industries de services non commerciaux entre 2021 et 2031, ce qui se traduira par une hause de 866 000
- Les industries pour lesquelles on projette les plus importants gains d'emploi (en terme de nombre) ne sont pas nécessairement celles pour lesquelles on projette les plus forts taux de croissance (en terme de pourcentage). Ceci s'explique par le fait que le nombre d'emplois diffère considérablement d'une industrie à l'autre, certaines industries comptant un nombre de travailleurs beaucoup plus élevé que d'autres.
- On projette donc que les soins de santé enregistreront les gains d'emploi les plus élevés (+493 100), suivis de loin par l'administration publique (+118 300) et les collèges, cégeps et écoles professionnelles (+93 700). Les soins de santé devraient représenter à eux seuls 57 % de la hausse de l'emploi dans l'ensemble des services non commerciaux d'ici 2031.
- Le nombre total de travailleurs dans les services commerciaux devrait atteindre un nouveau sommet historique d'environ 5,9 millions en 2031, représentant 27 % de l'ensemble des emplois de l'économie canadienne, un pourcentage similaire à celui de 2021.

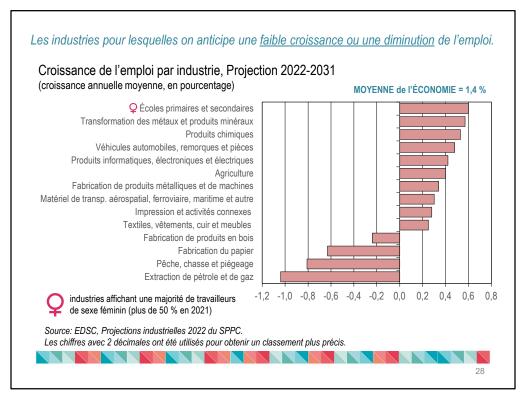




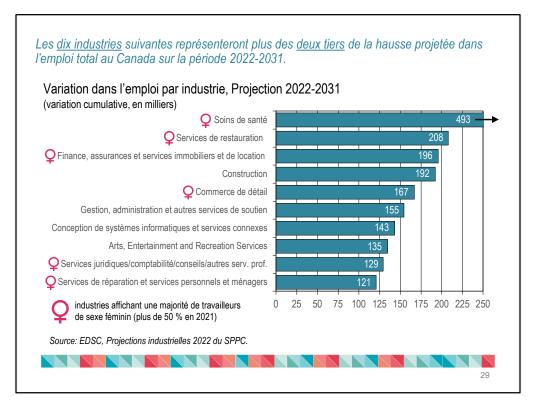
- Les industries pour lesquelles on projette la plus forte croissance de l'emploi (i.e. supérieure à 1,5 % par année) sont également celles qui devraient afficher la plus forte croissance de la production ou encore celles qui sont caractérisées par une forte intensité de main-d'œuvre et par une faible croissance de la productivité. Voici quelques-uns des principaux facteurs qui viendront soutenir la production et la création d'emplois dans ces industries :
 - L'accumulation d'une grande quantité de demande refoulée pendant la pandémie pour des services à forte proximité physique (i.e. où la distanciation physique est difficile à maintenir): arts, spectacles et loisirs (concerts, théâtres, musées, casinos, événements sportifs, gymnases); hôtels, restaurants et bars; voyages et tourisme; services personnels et ménagers.
 - Le retour des étudiants étrangers au Canada et les effets positifs de la démographie nationale sur les taux d'inscription dans les collèges, les cégeps et la formation professionnelle.
 - Une croissance renouvelée dans les activités de soutien à l'extraction minière/pétrolière/gazière (comme le forage et l'exploration) en réponse à la hausse des prix du pétrole (à court terme) et à la stratégie du gouvernement fédéral sur les minéraux critiques (à long terme).
 - La rapidité des innovations dans les technologies de l'information et des communications (TIC) et la nécessité pour les entreprises d'améliorer continuellement leur infrastructure en TIC afin de demeurer concurrentielles et sécuritaires face aux attaques informatiques (conception de systèmes informatiques et services connexes).
 - Une forte demande pour les soins de santé, stimulée par le vieillissement de la population, le retard accumulé dans les traitements "non essentiels" pendant la pandémie, et le programme universel de soins dentaires.
 - Le nombre grandissant d'entreprises qui choisissent de sous-traiter des fonctions administratives afin de se concentrer sur leurs activités principales et d'accroître l'efficacité de leurs opérations.
 - Une accélération de la croissance des livraisons manufacturières (transport par camion) et des investissements supplémentaires dans les systèmes de transport en commun (transport terrestre de passagers).
 - L'utilisation grandissante du commerce électronique et des services postaux, de messagerie et d'entreposage (bien qu'une grande partie de la croissance de la demande pour ces services ait eu lieu pendant la pandémie).
 - Une demande accrue de travailleurs qualifiés pour la conception et production de matériel médical et l'impact positif de l'accélération anticipée dans l'activité manufacturière sur les produits en plastique et en caoutchouc.
 - La demande croissante pour des conseils professionnels en matière de planification, logistique, fusions/acquisitions, réglementation environnementale et adoption de nouvelles technologies.



- Les industries pour lesquelles on projette une croissance modérée de l'emploi (i.e. entre 0,7 % et 1,4 % par année) sont également celles qui devraient connaître une croissance modérée de la production et/ou celles où la croissance de la productivité devrait contribuer de façon significative à la croissance du PIB réel.
- Ce groupe comprend plusieurs industries ayant enregistré une croissance notable de la production et de l'emploi durant la pandémie, comme la finance, les assurances et l'immobilier; la construction; l'administration publique; les services d'information, de culture et de télécommunications; le commerce de détail; et le commerce de gros. Ces industries ont bénéficié d'un marché immobilier en plein essor; de l'élaboration et de la mise en œuvre par les fonctionnaires de divers programmes gouvernementaux de soutien liés à la pandémie; d'une utilisation plus intensive du télétravail et des services de diffusion en continu par les entreprises et les ménages; et d'une consommation davantage orientée vers les biens et les achats en ligne.
- Toutefois, ces industries devraient croître à un rythme plus modéré, en moyenne, au cours de la prochaine décennie. En effet, la baisse du pouvoir d'achat résultant d'une forte inflation, la hausse des taux d'intérêt et des taux hypothécaires et l'ampleur des déficits gouvernementaux viendront contraindre la croissance des dépenses de consommation (notamment pour les biens), de l'investissement résidentiel et des dépenses gouvernementales, en particulier à court et moyen terme.
- Pour la plupart des industries énumérées dans le graphique, une croissance modérée de la production devrait venir limiter la croissance de l'emploi. C'est le cas notamment des industries de la foresterie, de l'administration publique, de l'extraction minière et de la construction, pour lesquelles on projette les plus faibles taux de croissance du PIB au sein du groupe.
- Dans plusieurs autres industries, la croissance de la productivité devrait représenter une part significative de de la modeste croissance anticipée pour le PIB, ce qui limitera également la croissance de l'emploi, en particulier dans les industries des services commerciaux (comme le commerce de gros et de détail; les services d'information, de culture et de télécommunication; et la finance, les assurances et l'immobilier) ou les industries des services non commerciaux (comme les universités et l'assistance sociale). Cette situation reflète une automatisation accrue et des avancées importantes dans les technologies numériques et cognitives. Elle reflète également de nouvelles façons de fournir des services et de remplacer la main-d'œuvre par du capital physique là où c'est possible, en réponse aux pressions démographiques sur l'offre de main-d'œuvre au Canada.



- Les industries pour lesquelles on projette la plus faible croissance ou un recul de l'emploi (i.e. croissance inférieure à 0,6 % par année) sont également parmi celles qui devraient connaître la plus faible croissance de la production et/ou celles où la croissance de la productivité devrait contribuer en grande partie (ou en totalité) à la croissance du PIB réel.
- Ce groupe est essentiellement composé d'industries manufacturières et primaires, à l'exception des écoles primaires et secondaires. Bon nombre de ces industries ont enregistré une stagnation ou une tendance baissière dans la production et/ou l'emploi depuis plusieurs années, comme l'agriculture, l'impression, les textiles, les vêtements, les meubles, les produits en bois, le papier et la pêche. Ce groupe d'industries devrait faire face à des défis similaires à ceux rencontrés dans le passé ainsi qu'à de nouveaux défis, notamment :
 - L'intensification de la concurrence étrangère (producteurs à faibles coûts) dans le secteur manufacturier;
 - La faiblesse de la demande pour le papier et les documents imprimés en raison de l'utilisation grandissante des médias électroniques et du télétravail;
 - Une demande limitée pour les produits en bois, briques, fenêtres, meubles, électroménagers et autres produits manufacturés en raison du ralentissement anticipé dans l'investissement résidentiel en Amérique du Nord;
 - Des contraintes d'offre pour les industries de la foresterie et de la pêche (coupes annuelles permises et quotas pour plusieurs espèces de poissons);
 - Les difficultés à attirer des travailleurs agricoles et l'exode des collectivités rurales et côtières vers les grands centres urbains;
 - La réglementation environnementale et une capacité limitée de production et de transport (pipeline) dans l'industrie de l'extraction de pétrole et de gaz.
- La croissance de la productivité devrait représenter une part importante (ou la totalité) de la croissance de la production parmi la plupart des industries énumérées dans le graphique, ce qui freinera la croissance de l'emploi (ou entraînera une baisse de l'emploi) sur la période de projection. Cela s'explique par le fait que l'emploi dans ces industries est largement composé de tâches routinières qui sont de plus en plus susceptibles d'être automatisées par de nouvelles applications technologiques. Le forte croissance anticipée dans les investissements en machines et équipements (M&E) viendra accroître la quantité de capital physique et de technologie disponible par travailleur, ce qui stimulera la productivité. La robotique de pointe, la réalité augmentée, l'impression 3D et l'internet des objets (IdO) font partie des technologies les plus innovantes qui continueront de transformer les opérations manufacturières et améliorer la productivité sur la période de projection. Les pertes d'emplois dans l'extraction de pétrole et de gaz reflètent le fait que l'exploitation des sables bitumineux est devenue moins intensive en main-d'œuvre grâce à des avancées dans les technologies extractives et la conception d'installations modulaires. Les pertes d'emplois supplémentaires dans les industries de la pêche et du papier reflètent principalement de nouvelles baisses de la production.



- Parmi les 42 industries visées par le SPPC, 10 industries représentent plus des deux tiers de la hausse projetée dans d'emploi total au Canada sur la période 2022-2031.
- La variation future dans le niveau d'emploi par industrie peut être décomposés en deux volets :
 - Le taux de croissance de l'emploi anticipé pour l'industrie.
 - Le nombre actuel de travailleurs dans l'industrie (c.-à-d. la taille de l'industrie).
- Cela signifie que les dix industries pour lesquelles on anticipe les plus fortes hausses dans le nombre de travailleurs ne sont pas nécessairement celles qui devraient afficher les plus forts taux de croissance en matière d'emploi.
- Par exemple, les industries de la construction et du commerce de détail sont parmi celles qui devraient enregistrer les plus importantes hausses dans le nombre de travailleurs, malgré des taux de croissance modérés en matière d'emploi (page 27). Ceci reflète simplement la taille importante de ces deux industries par rapport à d'autres industries.

Analyse comparative entre les sexes

- Les projections ne peuvent être effectuées selon le sexe, mais les données historiques fournissent la distribution des hommes et des femmes dans l'emploi par industrie et profession.
- Les données montrent que les travailleurs de sexe féminin sont surtout concentrés dans les services. Ceci s'explique par le fait que les femmes sont plus susceptibles que les hommes de travailler dans les industries productrices de services, alors que les hommes sont plus susceptibles que les femmes de travailler dans les industries productrices de biens.
- En 2021, 90 % des travailleurs de sexe féminin œuvraient dans les services, comparativement à 70 % des travailleurs de sexe masculin. Inversement, 30 % des travailleurs de sexe masculin œuvraient dans les industries primaires, manufacturières ou de la construction, comparativement à 10 % pour les travailleurs de sexe féminin.
- Parmi les douze industries employant une majorité de femmes, on projette que six industries afficheront une forte croissance de l'emploi (page 26), cinq industries afficheront une croissance modérée de l'emploi (page 27), et seulement une industrie affichera une faible croissance de l'emploi (page 28).
- Parmi les dix industries qui devraient enregistrer les plus importantes hausses dans le nombre de travailleurs (page 29), six industries sont majoritairement composées de travailleurs de sexe féminin, car les femmes ont tendance à travailler dans des industries de services affichant un grand nombre de travailleurs.

Sommaires industriels

Pour plus de détails concernant la performance historique et future des 42 industries visées par le SPPC, incluant les principaux facteurs de croissance du PIB, de l'emploi et de la productivité, veuillez consulter les sommaires industriels disponibles sur le site internet du SPPC http://occupations.esdc.gc.ca/sppc-cops/